



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture**  
**Service de la coordination  
des politiques publiques**  
**Bureau de la coordination interministérielle**

**Arrêté préfectoral portant prolongation de trois ans de la durée de validité  
de l'autorisation d'exploiter une carrière  
Société SABLIERES DE LA MEURTHER à Rosières-aux-Salines**

**N° 2020 1359**

**LE PRÉFET DE MEURTHER ET MOSELLE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Chevalier de la Légion d'honneur

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 2008/644 du 11 mai 2010 modifié autorisant la société SABLIERES DE LA MEURTHER à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire 2017/1739 du 30 novembre 2018 modifiant l'arrêté préfectoral 2008/644 du 11 mai 2010 ;

**Vu** la demande en date du 26 novembre 2020, complétée le 4 janvier 2022 relative à la demande de prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé AML/27\_2022 en date du 21 février 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 1er mars 2022 à la connaissance de l'exploitant ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant** que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, portées par la société SABLIERES DE LA MEURTHER à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 26 novembre 2020, complété le 4 janvier 2022 est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

**Considérant** que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2008/644 du 11 mai 2010 modifié autorisant la société SABLIERES DE LA MEURTHER à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de Rosières-aux-Salines ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de modifier la durée d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les avis favorables du maire de la commune de Rosières-aux-Salines et du propriétaire des terrains en date du 7 décembre 2021 ;

**Considérant** qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), en formation « Carrières » sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où la demande jugée non substantielle n'induit pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abroge pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Rosières-aux-Salines, octroyée à la Société SABLIERES DE LA MEURTHER par l'arrêté préfectoral 2008/644 du 11 mai 2010 modifié est prolongée jusqu'au **11 mai 2025**.

### **Article 2 : Garanties financières**

Le montant des garanties financières de **288 426 € TTC** se substitue à ceux fixés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008-644 du 11 mai 2010,

Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- TP01 (octobre 2021) (base 2010) = 117,5
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA = 20,0 %

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Recours**

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 - 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Articles d'exécution et d'information**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société LES SABLIERES DE LA MEURTHE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Rosières aux salines

Nancy le, 23 MARS 2022

Le Préfet

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général



Julien LE GOFF